

Avertissement : les évolutions des créations d'entreprises enregistrées depuis le début de l'année 2023 doivent être interprétées avec une grande prudence. Depuis le 1er janvier 2023, les formalités de création d'entreprises sont effectuées obligatoirement sur le guichet électronique des formalités d'entreprises. Ce changement important a fragilisé le suivi conjoncturel des créations d'entreprises au cours de l'année 2023, en raison notamment d'une modification des délais d'enregistrement des déclarations dans le répertoire Sirene. Toutefois, l'effet de ce changement sur la mesure du volume annuel des créations d'entreprises est globalement limité.

Sommaire

1. Vue d'ensemble de la création d'entreprise	page 2
2. La création d'entreprise par secteur d'activité	page 3
3. La création d'entreprise par statut juridique	page 6
4. La création d'entreprise par taille et emplois créés	page 7
5. Focus zones d'emploi	page 8
6. Focus communes	page 9
7. Focus zones de revitalisation rurale (ZRR)	page 10
8. Focus quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)	page 11
9. Note méthodologique	page 12

La création d'entreprise dans le département en 2023 : principaux résultats

- 26 816 entreprises ont été créées dans le département des Alpes-Maritimes en 2023, représentant 26 % des nouvelles entreprises de l'année de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- La création d'entreprise sur ce territoire baisse ainsi de - 5 % par rapport à 2022, contre - 7 % Provence-Alpes-Côte d'Azur et - 2 % en France métropolitaine hors Île-de-France.
- Dans ce département, la dynamique entrepreneuriale en berne est surtout liée aux micro-entrepreneurs : - 6 % de créations chez les micro-entrepreneurs contre - 3 % pour les entreprises classiques en variation annuelle.
- Le département compte 247 créations pour 10 000 habitants, contre 204 en Provence-Alpes-Côte d'Azur et 137 en France métropolitaine hors Île-de-France.
- A minima, 754 emplois ont été créés dans le département par les 492 nouvelles entreprises de l'année qui employaient au moins un salarié au démarrage de leur activité.
- Les 20 activités les plus prisées (en nombre de créations d'entreprises) représentent 51 % de la création totale d'entreprise du département. Les trois premières sont :
 - autres activités de poste et de courrier (5320Z) avec 1 655 créations (- 2 %) ;
 - conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (7022Z) avec 1 481 créations (- 18 %) ;
 - nettoyage courant des bâtiments (8121Z) avec 1 476 créations (- 5 %).
- Les 3 activités avec la plus forte hausse du nombre de créations d'entreprises sont :
 - production d'électricité (3511Z) avec 297 créations (+ 141 %) ;
 - activités des sièges sociaux (7010Z) avec 189 créations (+ 139 %) ;
 - fonds de placement et entités financières similaires (6430Z) avec 50 créations (+ 108 %).
- 296 entreprises ont été créées en Zones de revitalisation rurale (ZRR ; soit 1 % des créations du département), 10 677 en Zones d'aide à finalité régionale (AFR ; 40 %), 230 dans les Petites villes de demain (PVD ; 1 %) et 1 742 dans les communes Actions cœur de ville (ACV ; 6 %).
- Le taux de renouvellement des entreprises s'établit à 167 nouvelles immatriculations pour 1 000 entreprises existantes en 2020 (dernière année disponible). Il est de 173 en Provence-Alpes-Côte d'Azur et de 175 en France métropolitaine hors Île-de-France.
- 1 423 établissements d'entreprise ont été créés dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) en 2021 (dernière année disponible), soit 5 % de la création d'établissement dans le secteur marchand non agricole du département (29 301).

Vue d'ensemble de la création d'entreprise

Principaux indicateurs du département, de sa région et de la France métrop. hors Île-de-France

Année 2023	Alpes-Maritimes	Provence-Alpes-Côte d'Azur	France métropolitaine hors Île-de-France
Créations d'entreprises	26 816	103 147	721 354
Micro-entrepreneurs ^a	17 661	67 780	468 849
Entreprises classiques	9 155	35 367	252 505
Stock d'entreprises	160 667	595 108	4 117 399
Taux de renouvellement (‰) ^c	167	173	175

Évolution annuelle (%)

Créations d'entreprises	- 5,2	- 6,6	- 2,4
Micro-entrepreneurs ^a	- 6,4	- 7,1	+ 1,7
Entreprises classiques	- 2,7	- 5,7	- 9,1

Création dans les territoires "aidés"

Zones de revitalisation rurale (ZRR)	296	6 556	104 677
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	10 677	22 164	230 973
Petites villes de demain (PVD)	230	7 377	74 526
Actions cœur de ville (ACV)	1 742	8 091	85 566
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	1 423	11 231	51 531

Création pour 10 000 habitants

Toutes communes confondues	247	204	137
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	147	161	109
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	267	201	124
Petites villes de demain (PVD)	149	179	114
Actions cœur de ville (ACV)	229	186	137
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	223	220	158

a. Ex-régime de l'auto-entrepreneur créé en 2009 et modifié en 2014.

b. Les données relatives au stock d'entreprises de l'année A-3 étant publiées en juillet de l'année A, les dernières données en date sont celles pour 2020.

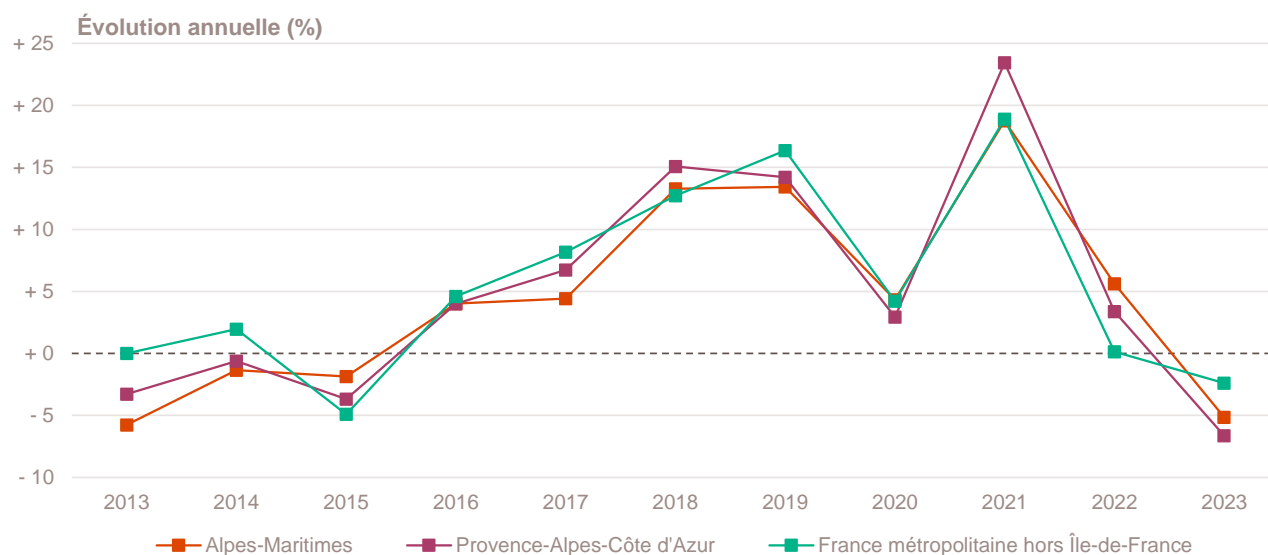
c. Rapport pour mille (‰) du nombre de créations en 2023 sur le stock d'entreprises existantes au 31 décembre 2020 (dernière année disponible) dans le champ marchand non agricole.

d. Les données de création en QPV concernent les établissements (Siret) contrairement aux autres indicateurs qui se basent sur l'entreprise (Siren). Elles portent sur l'année 2020 (dernière année disponible). Pour en savoir plus, se reporter à la méthodologie.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (données sur les QPV, RP, Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise depuis 2013



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par secteur d'activité

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par secteur d'activité

Année 2023	Nombre de créations d'entreprises	Taux de renouvellement (‰)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)
Activités secondaires	3 847	131	- 10,6	+ 1,0	64,1
Industrie	1 029	180	+ 2,2	+ 5,5	57,9
Construction	2 818	119	- 14,5	- 0,0	66,3
Activités de type commerce	6 455	136	- 4,3	+ 2,9	63,0
Commerce de détail	2 035	135	+ 17,8	- 0,2	55,1
Commerce de gros	568	80	- 40,3	+ 2,7	47,9
Commerce de bouche ^a	59	68	- 15,7	+ 1,9	50,8
Commerce et réparation automobiles	458	127	- 2,1	+ 2,6	60,0
Hébergement	176	111	+ 19,7	+ 8,3	32,4
Restauration	777	86	- 0,8	+ 1,4	37,1
Services en direction des personnes	2 382	235	- 8,4	+ 6,3	84,9
Activités de type services	16 514	197	- 4,1	+ 8,0	67,4
Immobilier	1 507	128	- 8,6	+ 8,2	44,3
Transports et entreposage	2 756	427	+ 7,1	+ 21,9	83,3
Activités scientifiques et techniques	4 073	212	- 12,0	+ 8,3	69,2
Activités de soutien aux entreprises	3 106	254	- 0,3	+ 7,3	78,9
Information et communication	1 243	238	- 8,3	+ 6,0	72,5
Enseignement	1 097	191	- 7,0	+ 5,1	86,6
Arts, spectacles et activités récréatives	893	214	+ 11,1	+ 3,5	65,6
Santé humaine et action sociale ^b	1 141	81	- 3,8	+ 3,5	32,5
Activités financières et d'assurance	698	141	- 4,4	+ 6,2	12,6
Activités des sociétés holding	158	60	- 35,0	+ 2,9	0,0
Total Alpes-Maritimes	26 816	167	- 5,2	+ 5,2	65,9

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

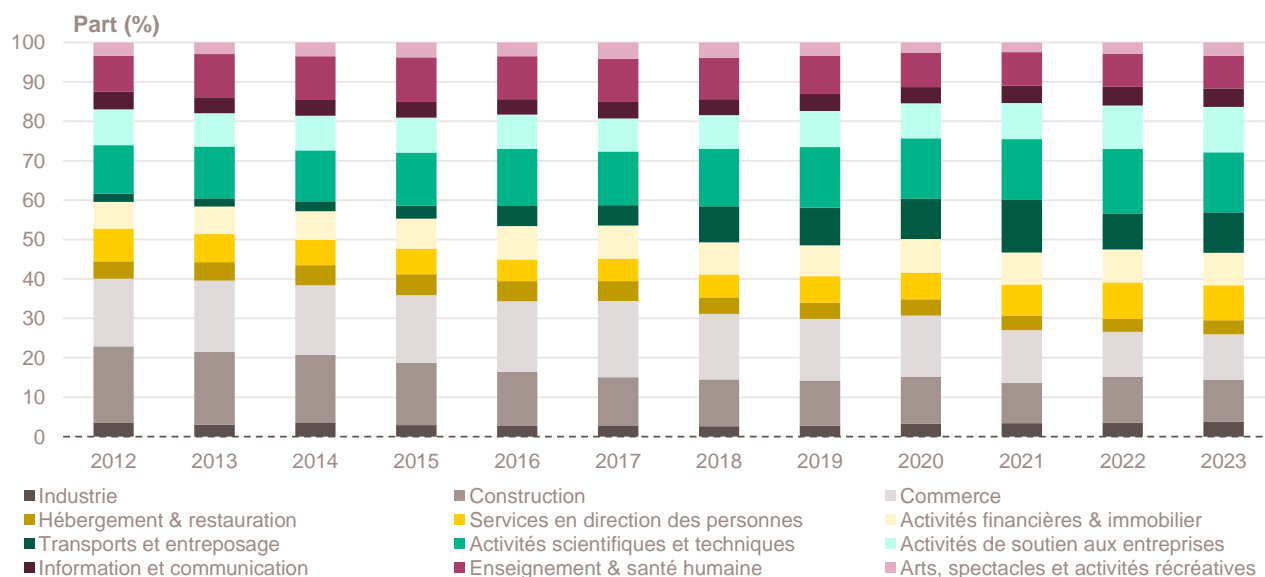
b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en 2023, 26 816 entreprises ont vu le jour dans les Alpes-Maritimes, un nombre en baisse de - 5,2 % par rapport à 2022, pour une évolution annuelle moyenne de + 5,2 % entre 2012 et 2022. Le taux de renouvellement est le plus élevé dans le secteur transports et entreposage, avec 427 nouvelles entreprises en 2023 pour 1 000 entreprises existantes en 2020 dans ce secteur (167 sur l'ensemble du département, tous secteurs confondus).

Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

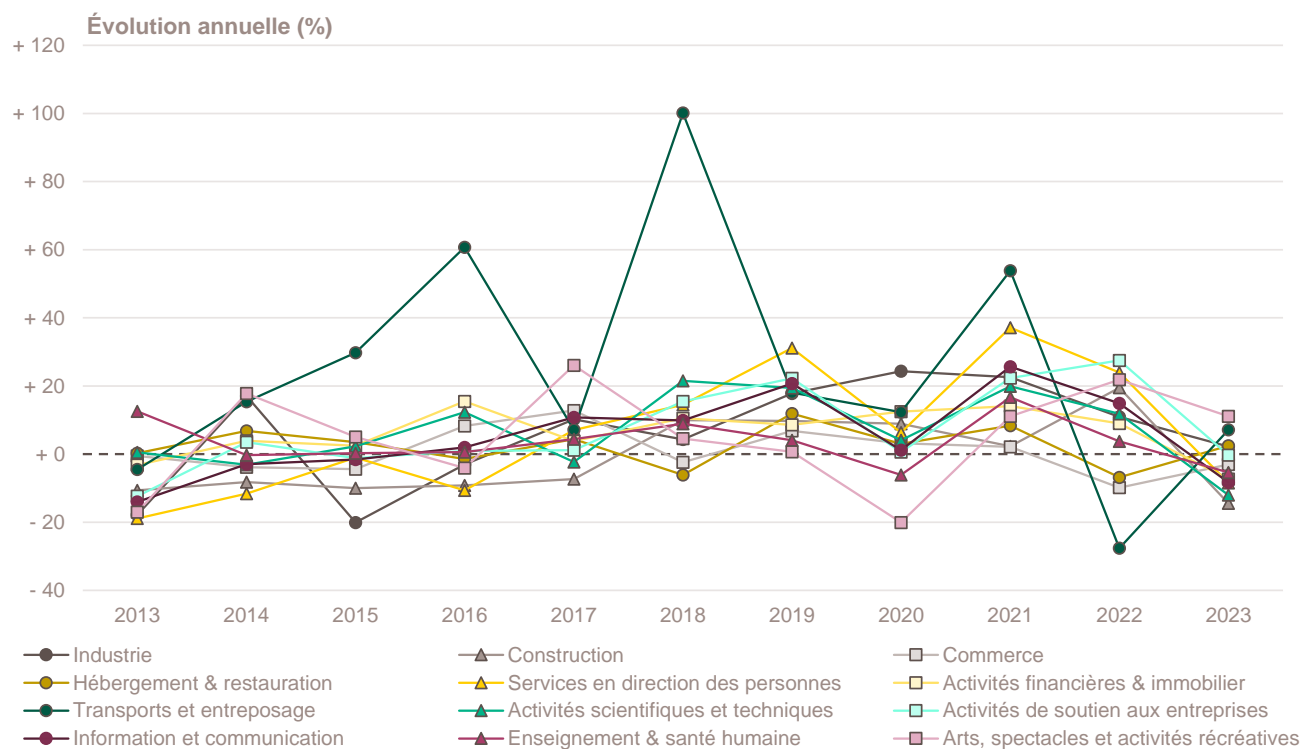
Création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2012



Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2013



Création d'entreprise par activité principale exercée (APE)

Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en 2023	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)
5320Z - Autres activités de poste et de courrier	1 655	- 2,5	+ 62,8
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	1 481	- 18,0	+ 11,2
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	1 476	- 4,7	+ 11,6
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	1 281	- 6,3	+ 10,2
6831Z - Agences immobilières	868	- 7,1	+ 8,3
4932Z - Transports de voyageurs par taxis	789	+ 34,4	+ 17,3
4399C - Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	714	+ 5,8	- 2,2
4791A - Vente à distance sur catalogue général	596	+ 97,4	+ 12,5
9602B - Soins de beauté	543	- 8,3	+ 2,5
7410Z - Activités spécialisées de design	534	- 15,4	+ 9,8
4791B - Vente à distance sur catalogue spécialisé	481	+ 10,1	+ 12,9
6201Z - Programmation informatique	458	- 16,1	+ 11,4
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	453	- 22,2	+ 11,3
9329Z - Autres activités récréatives et de loisirs	370	+ 17,5	+ 9,1
8551Z - Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	353	+ 13,1	+ 2,2
5610C - Restauration de type rapide	344	- 17,3	+ 2,3
4321A - Travaux d'installation électrique dans tous locaux	339	- 15,9	+ 1,7
8211Z - Services administratifs combinés de bureau	332	- 12,6	+ 14,7
6630Z - Gestion de fonds	322	+ 47,0	+ 36,2
8559B - Autres enseignements	318	- 0,9	+ 9,9

Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en croissance du nombre de créations d'entreprises en 2023	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)
3511Z - Production d'électricité	297	+ 141,5	+ 28,5
7010Z - Activités des sièges sociaux	189	+ 139,2	+ 3,5
6430Z - Fonds de placement et entités financières similaires	50	+ 108,3	+ 6,3
7311Z - Activités des agences de publicité	170	+ 102,4	- 1,2
4791A - Vente à distance sur catalogue général	596	+ 97,4	+ 12,5
5911B - Production de films institutionnels et publicitaires	59	+ 68,6	+ 2,3
5520Z - Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	127	+ 67,1	+ 7,2
6630Z - Gestion de fonds	322	+ 47,0	+ 36,2
6820A - Location de logements	103	+ 45,1	+ 10,6
8129B - Autres activités de nettoyage n.c.a.	51	+ 41,7	- 1,0
8299Z - Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	304	+ 40,7	+ 4,6
5911A - Production de films et de programmes pour la télévision	52	+ 36,8	+ 15,5
4932Z - Transports de voyageurs par taxis	789	+ 34,4	+ 17,3
4690Z - Commerce de gros non spécialisé	97	+ 32,9	+ 3,7
9003B - Autre création artistique	112	+ 30,2	- 2,8
5621Z - Services des traiteurs	168	+ 28,2	+ 4,4
8230Z - Organisation de foires, salons professionnels et congrès	150	+ 28,2	+ 4,3
8552Z - Enseignement culturel	123	+ 28,1	- 0,1
1413Z - Fabrication de vêtements de dessus	46	+ 27,8	- 0,5
4789Z - Autres commerces de détail sur éventaires et marchés	118	+ 26,9	- 8,5

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 41 créations d'entreprises dans les Alpes-Maritimes.

Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en décroissance du nombre de créations d'entreprises en 2023	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)
4619B - Autres intermédiaires du commerce en produits divers	171	- 52,1	- 1,5
4120A - Construction de maisons individuelles	90	- 51,6	+ 13,6
4332A - Travaux de menuiserie bois et PVC	97	- 44,9	+ 0,3
7490A - Activité des économistes de la construction	138	- 44,8	+ 15,9
6619B - Autres auxi. acti. de serv. financ., hors assur. et caisses de retraite n.c.a.	51	- 41,4	+ 12,8
7111Z - Activités d'architecture	83	- 39,9	+ 1,9
6420Z - Activités des sociétés holding	158	- 35,0	+ 2,9
4110D - Supports juridiques de programmes	53	- 34,6	+ 2,9
5510Z - Hôtels et hébergement similaire	44	- 34,3	+ 9,1
4333Z - Travaux de revêtement des sols et des murs	154	- 34,2	+ 3,1
8559A - Formation continue d'adultes	214	- 32,7	+ 7,2
6622Z - Activités des agents et courtiers d'assurances	88	- 27,3	+ 0,1
6810Z - Activités des marchands de biens immobiliers	262	- 27,2	+ 10,0
4331Z - Travaux de plâtrerie	65	- 25,3	+ 0,1
4334Z - Travaux de peinture et vitrerie	313	- 24,6	- 2,6
9602A - Coiffure	184	- 23,0	+ 3,2
6920Z - Activités comptables	51	- 22,7	+ 7,5
5814Z - Édition de revues et périodiques	107	- 22,5	+ 28,8
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	453	- 22,2	+ 11,3
8010Z - Activités de sécurité privée	51	- 20,3	+ 1,0

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 41 créations d'entreprises dans les Alpes-Maritimes.

Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par nature juridique

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par nature juridique

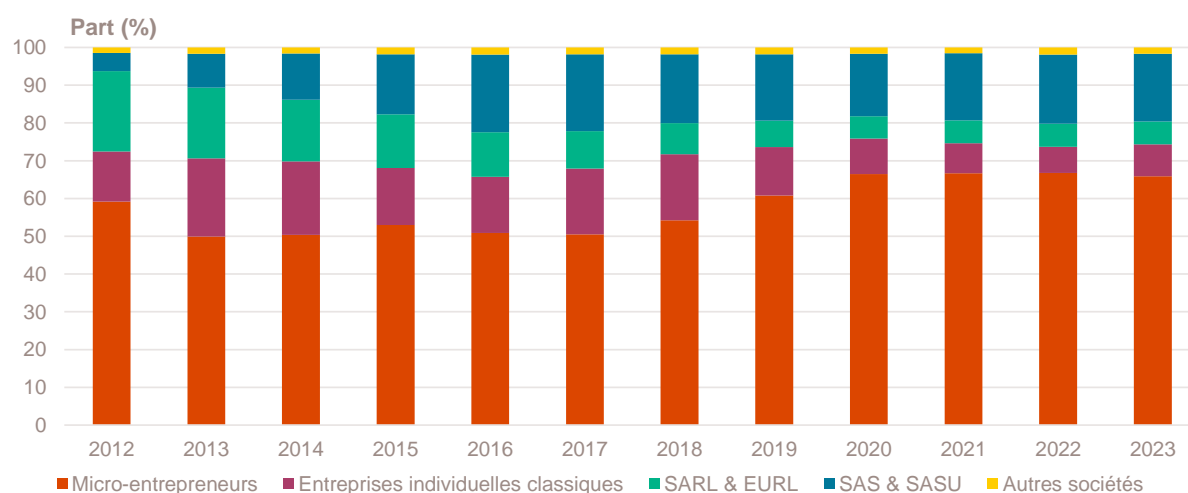
Année 2023	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)
Entreprises individuelles	19 944	74,4	- 4,3	+ 5,4
Micro-entrepreneurs	17 661	65,9	- 6,4	+ 6,5
Entreprises individuelles classiques	2 283	8,5	+ 15,9	- 1,3
Sociétés	6 872	25,6	- 7,6	+ 4,7
SARL & EURL	1 620	6,0	- 5,8	- 7,2
SAS & SASU	4 805	17,9	- 7,1	+ 20,3
SCI	23	0,1	+ 475,0	- 9,6
Autres ^a	424	1,6	- 21,0	+ 8,7
Total Alpes-Maritimes	26 816	100,0	- 5,2	+ 5,2

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

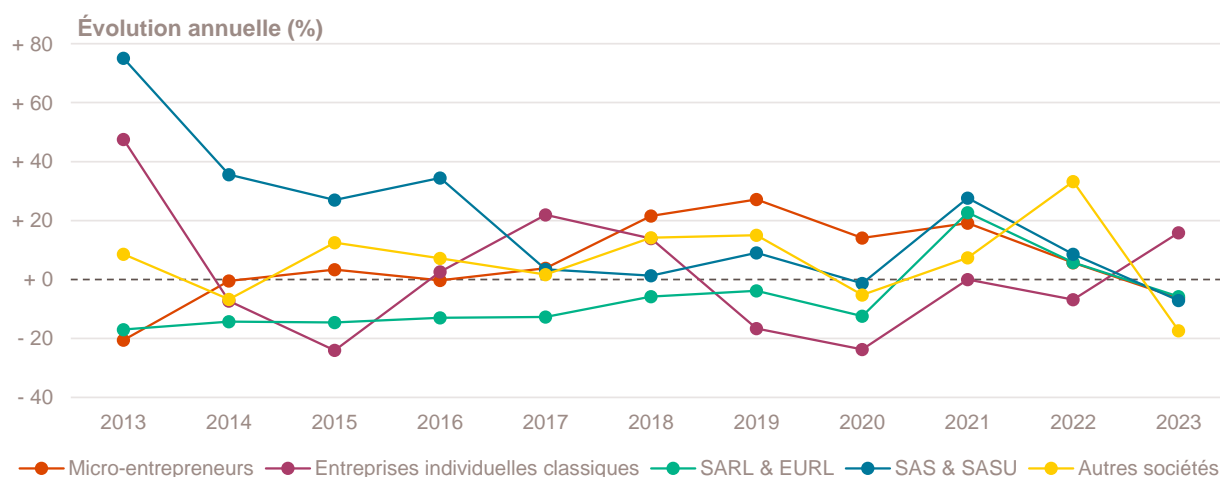
Création d'entreprise par nature juridique depuis 2012



Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par nature juridique depuis 2013



Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par taille et emplois créés

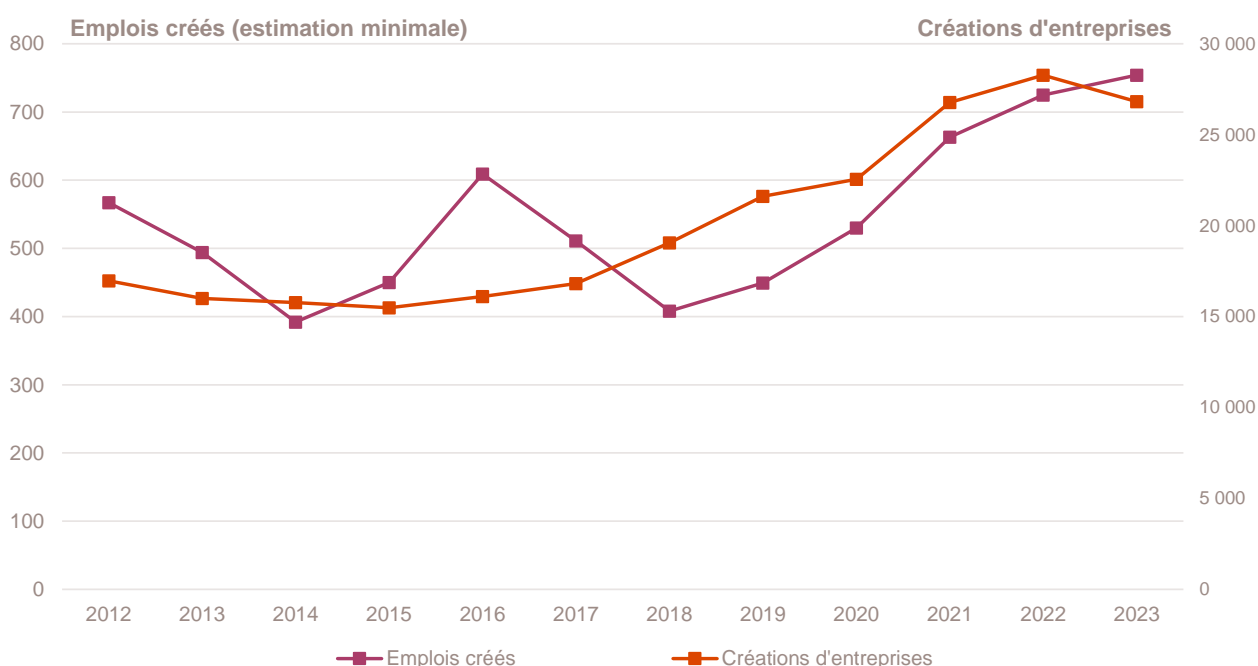
Principaux indicateurs de la création d'entreprise par taille au démarrage

Année 2023	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)
Non-employeuses (sans salarié)	26 324	98,2	- 5,4	+ 5,3
Employeuses	492	1,8	+ 10,8	+ 1,4
1 à 2 salariés	451	1,7	+ 18,1	+ 1,4
3 à 5 salariés	21	0,1	- 40,0	- 1,1
6 à 9 salariés	5	0,0	- 61,5	+ 8,0
10 salariés et plus	15	0,1	+ 7,1	+ 5,8
Total Alpes-Maritimes	26 816	100,0	- 5,2	+ 5,2

Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Emplois créés *a minima* par les nouvelles entreprises au démarrage



Note de lecture : à défaut de connaître le nombre exact de salariés à la création des entreprises, la base REE indique une tranche pour le nombre de salariés à la création. En prenant la borne basse de chaque intervalle, il est donc possible d'estimer le nombre minimal d'emplois créés par les créations d'entreprises dans le département.

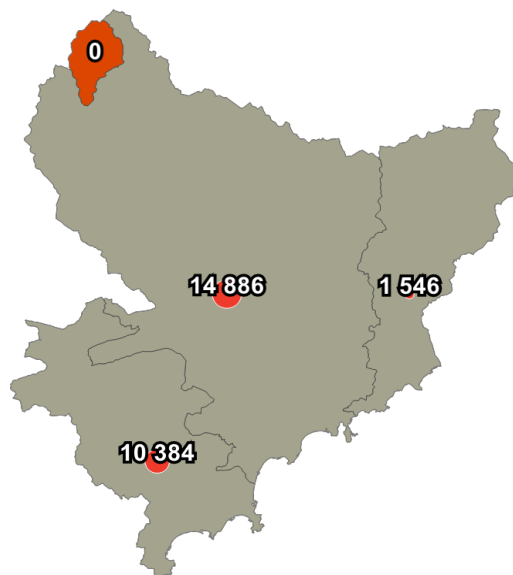
Lecture : en 2023, au moins 754 emplois ont été créés dans les Alpes-Maritimes par les entreprises qui ont vu le jour dans l'année, soit une hausse de + 4 % par rapport à 2022 et une hausse de + 2,5 % en moyenne tous les ans entre 2012 et 2022.

Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus zones d'emploi

Carte départementale de l'évolution de la création d'entreprise par zone d'emploi



Évolution de la zone d'emploi par rapport à son département

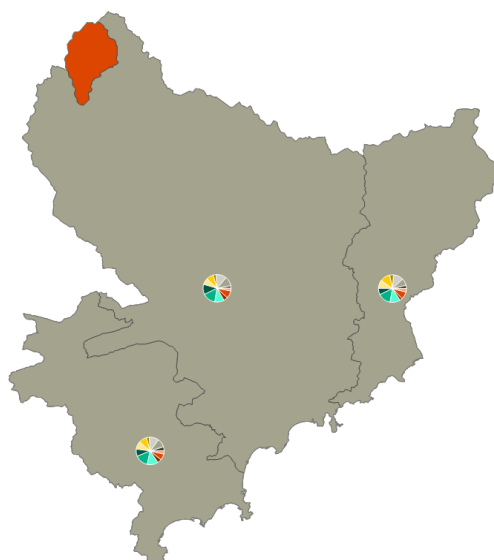


Note de lecture : pour les zones d'emploi à cheval sur plusieurs départements, le nombre indiqué ne concerne que la partie située dans le département.

Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Carte départementale de la création d'entreprise par secteur d'activité et par zone d'emploi



Répartition par secteur d'activité



Évolution de la zone d'emploi par rapport à son département



Note de lecture : pour les zones d'emploi à cheval sur plusieurs départements, le nombre indiqué ne concerne que la partie située dans le département.

Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus communes

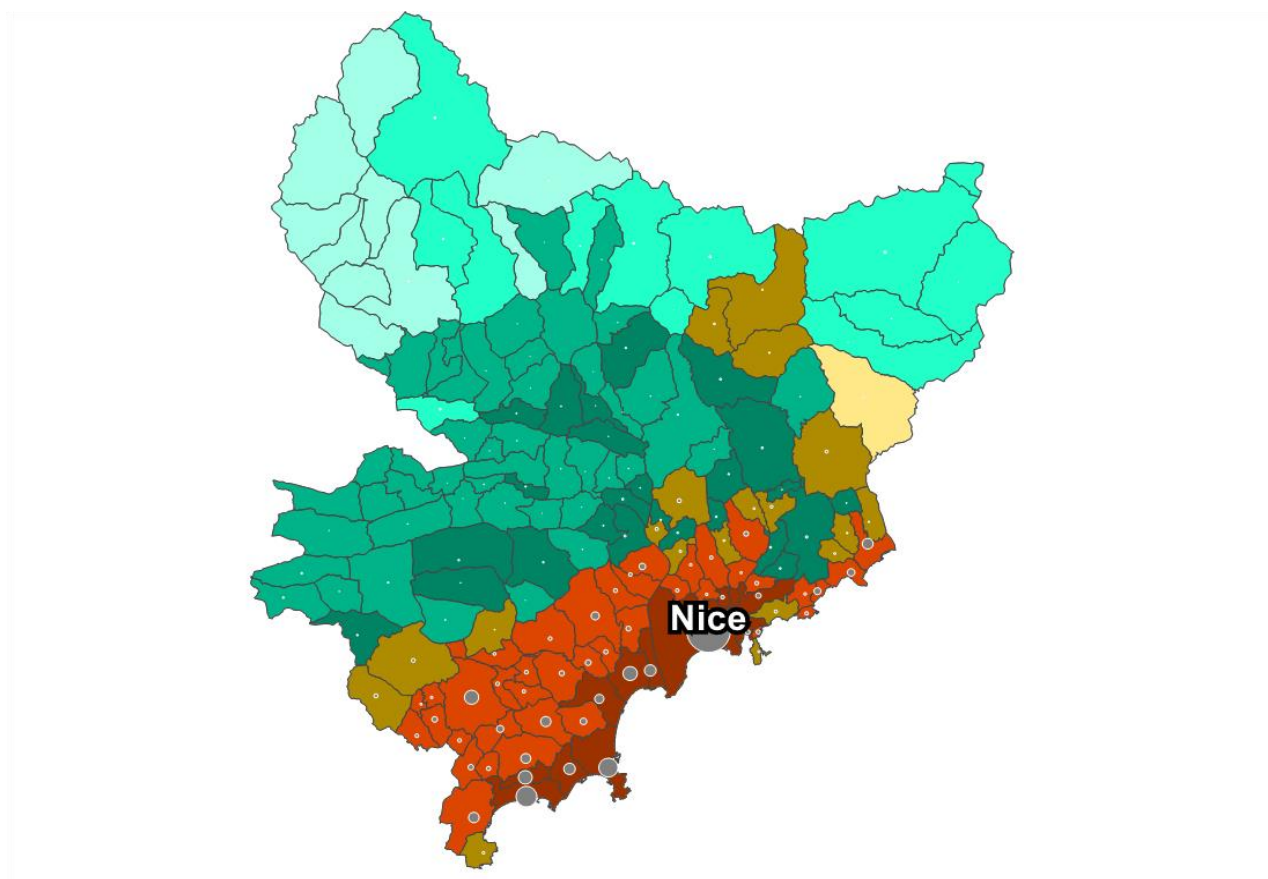
Création d'entreprise par type de commune

Année 2023	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Part des créations en ZRR (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)	Taux de renouvellement (‰)
Rurale éloignée très peu dense	32	0,1	93,8	- 34,7	- 0,2	70
Rurale éloignée peu dense	149	0,6	59,7	- 3,9	+ 1,0	101
Rurale périphérique très peu dense	133	0,5	62,4	- 19,4	+ 2,9	152
Rurale périphérique peu dense	347	1,3	14,1	- 12,8	+ 3,8	153
Bourg	24	0,1	0,0	- 35,1	+ 9,4	130
Petite ville	0	0,0	---	---	---	---
Urbaine périphérique peu dense	735	2,7	6,1	- 7,1	+ 6,3	167
Urbaine dense	7 331	27,3	0,0	- 1,0	+ 4,3	155
Urbaine très dense	18 065	67,4	0,0	- 6,3	+ 5,7	174
Total Alpes-Maritimes	26 816	100,0	1,1	- 5,2	+ 5,2	167

Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Carte départementale de la création d'entreprise par type de commune et par ZRR



Type de commune		
■ Rurale éloignée très peu dense	■ Rurale éloignée peu dense	■ Rurale périphérique très peu dense
■ Rurale périphérique peu dense	■ Bourg	■ Petite ville
■ Urbaine périphérique peu dense	■ Urbaine dense	■ Urbaine très dense

Note de lecture : la taille des bulles est proportionnelle au nombre de créations d'entreprises dans la commune. La bulle des communes en Zones de revitalisation rurale (ZRR) est en rouge tandis que celle des autres est de couleur taupe.

Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus Zones de revitalisation rurale (ZRR)

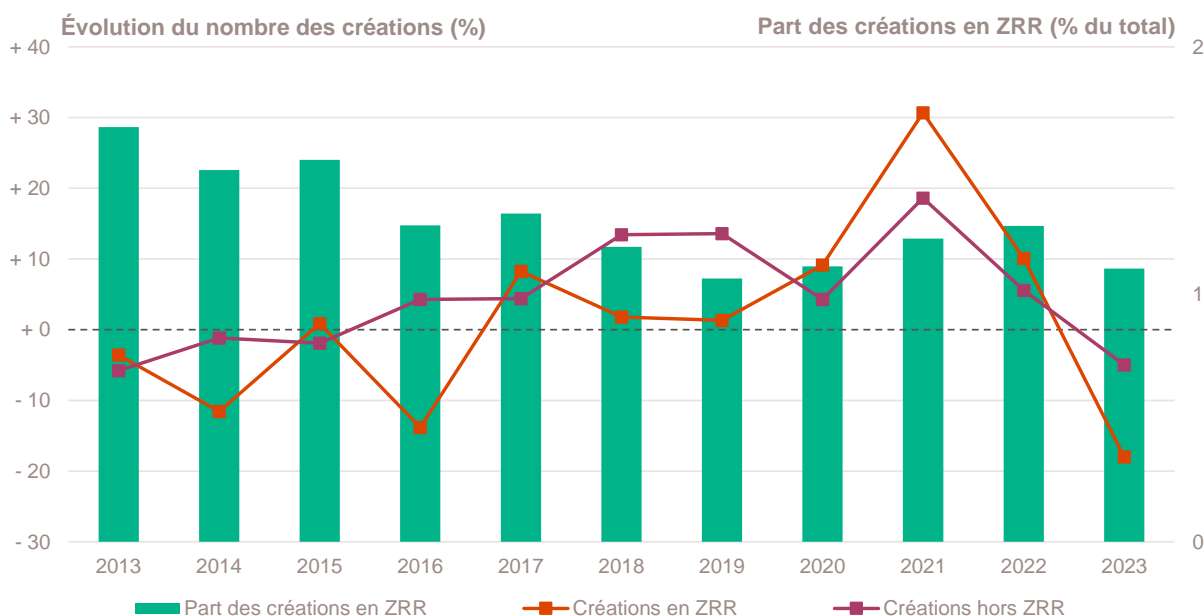
Création d'entreprise dans les ZRR

Année 2023	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)	Taux de renouvellement (‰)
Créations en ZRR	296	1,1	- 18,0	+ 2,6	111
Créations hors ZRR	26 520	98,9	- 5,0	+ 5,3	168
Total département	26 816	100,0	- 5,2	+ 5,2	167

Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise dans les ZRR depuis 2013



Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 10 des activités porteuses de la création d'entreprise dans les ZRR

Top 10 des activités en nombre de créations d'entreprises en 2023	Nombre de créations d'entreprises	Part %
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	26	8,8
8551Z - Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	16	5,4
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	14	4,7
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	12	4,1
6831Z - Agences immobilières	11	3,7
9329Z - Autres activités récréatives et de loisirs	10	3,4
4321A - Travaux d'installation électrique dans tous locaux	9	3,0
5610C - Restauration de type rapide	6	2,0
5520Z - Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	5	1,7
8299Z - Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	5	1,7

Champ : Alpes-Maritimes, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

Création d'établissement par QPV

Année 2021	Nombre de créations d'établissements	Création pour 10 000 habitants	Taux de renouvellement (‰)
QP006001 - Las Planas	14	130	368
QP006002 - Coeur De Ville - Hauts De Vallauris	92	263	252
QP006003 - Ranguin-Frayère	67	141	325
QP006004 - Genêts - Oliviers - Saint-Pierre	18	88	222
QP006005 - Grand Centre	133	195	137
QP006006 - Les Fleurs De Grasse	14	106	609
QP006007 - La Condamine	16	99	163
QP006008 - Centre	43	202	410
QP006009 - Résidence Sociale Nicéa	5	49	250
QP006010 - Les Moulins - Le Point Du Jour	149	203	456
QP006011 - Les Sagnes	7	81	47
QP006012 - Centre	154	448	160
QP006013 - Paillon	288	223	433
QP006014 - Ariane - Le Manoir	263	223	262
QP006015 - Palais Des Expositions	106	659	459
QP006016 - Centre	54	343	106
Total QPV dans les Alpes-Maritimes	1 423	223	247

Note de lecture : le taux de renouvellement par QPV correspond au rapport pour mille (‰) du nombre de créations d'établissements au cours de l'année 2021 (dernière année disponible) sur le stock d'établissements existants cette même année dans le secteur marchand non agricole de chaque QPV. Etant donné que ce taux de renouvellement est calculé avec le nombre de créations d'établissements en 2021, il n'est pas comparable avec celui calculé précédemment pour le département.

Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, données sur les QPV). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Note méthodologique

Sources et définitions

Source des données

Ce document repose sur les données brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du Système d'information de la démographie des entreprises (Side), mais aussi sur les données du Code officiel géographique (COG), du recensement de la population (RP) et des Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), toutes mises à disposition par l'Insee.

Sont également utilisées des données de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour les communes relevant des zones ACV, AFR, PVD et ZRR (voir leur définition ci-dessous) ; et celles de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale (MENJ) pour la typologie des communes urbaines et rurales. Le maillage territorial se réfère à la liste des communes au 1^{er} janvier 2023.

Définition du champ d'analyse

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent le département des Alpes-Maritimes.

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne correspondent pas à ce concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité.

Micro-entrepreneur

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de micro-entrepreneur requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009. De nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie de 2008.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Entreprise classique

Ce terme définit l'ensemble des entreprises (individuelles et sociétés) hors régime du micro-entrepreneur (ex-auto-entrepreneur).

Taille des entreprises

Elle est définie par le nombre de salariés au démarrage de l'activité de l'entreprise. Certaines années, la donnée peut être manquante pour quelques entreprises.

Typologie des communes

Une typologie des communes en neuf catégories a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, surtout pour décrire les zones rurales.

Neuf catégories sont ainsi définies :

- Rurale éloignée très peu dense
- Rurale éloignée peu dense
- Rurale périphérique très peu dense
- Rurale périphérique peu dense
- Bourg
- Petite ville
- Urbaine périphérique peu dense
- Urbaine dense
- Urbaine très dense

[Accéder au rapport sur la typologie des communes pour décrire le système éducatif.](#)

Zone de revitalisation rurale (ZRR)

Les Zones de revitalisation rurale (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

Sont considérées en ZRR, toutes communes intégralement ou partiellement classées en ZRR dans le découpage de l'ANCT selon le Code officiel géographique (COG) au 1^{er} janvier 2023.

[Pour en savoir plus, voir les pages dédiées aux ZRR sur le site de la DGE.](#)

Zone d'aide à finalité régionale (AFR)

Les zones d'Aide à finalité régionale (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement. Le zonage des AFR est fixé par décret. Il délimite les zones dans lesquelles les pouvoirs publics, État et collectivités locales, ont pu allouer des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Sont considérées en AFR, toutes les communes intégralement (à taux majoré ou non) ou partiellement classées en AFR dans le découpage de l'ANCT des communes selon le Code officiel géographique (COG) du 1^{er} janvier 2023.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Petite ville de demain (PVD) & Action coeur de ville (ACV)

Le programme Petites villes de demain (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour mettre en oeuvre leurs projets de revitalisation. Le programme Action coeur de ville (ACV) vise à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en coeur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)

Les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont des territoires d'intervention du ministère de la Ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Leur liste et leurs contours ont été élaborés par l'ANCT.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Zone d'emploi

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zone d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Le zonage définit aussi des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoire pour la mise en oeuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux.

Calculs

Estimation des emplois créés

La base REE ne permet de connaître la taille de l'entreprise à la création (en nombre de salariés) que par tranche. Le nombre exact de salarié n'étant pas connu, une estimation est nécessaire quant à la création d'emplois engendrée par ces nouvelles entreprises. Afin de ne pas surestimer les créations d'emplois, notamment dans les tranches élevées (par exemple, la catégorie « 50 à 99 salariés »), la borne basse de chaque classe est retenue. Ainsi, une entreprise créée et appartenant à la classe « 6 à 9 salariés » comptera pour 6 créations d'emplois *a minima*.

Top des activités en croissance ou décroissance du nombre de créations

Sur les 735 activités répertoriées par la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart compte peu de créations voire aucune de façon structurelle, dans chaque territoire. Pour éviter que quelques créations, qui n'interviennent que rarement, ne viennent biaiser les chiffres avec des variations brusques, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours dans le département. Ce chiffre varie donc pour chaque département.

Taux de croissance annuel moyen (TCAM)

Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Le TCAM est plus approprié que le taux de variation annuelle (qui compare l'évolution d'une année sur l'autre) lorsqu'il s'agit de comparer l'évolution d'un indicateur sur des périodes de durées différentes.

Exemple : un TCAM de + 2 % entre 2000 et 2010, signifie une croissance moyenne de + 2 % chaque année, pendant les dix années séparant 2000 et 2010. Dans ce cas, le taux de variation annuelle sera de + 22 % (la variation entre 2000 et 2010), avec une évolution moyenne de + 2 % tous les ans, pendant 10 ans.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 02/04/2023.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise dans les Alpes-Maritimes, Fiche statistique pour l'année 2023. Bpifrance Création, avril 2024. »

[Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.](#)